

La Zone Euro après Chypre

par Jacques Sapir

Interview réalisé pour l'hebdomadaire de gauche grec "Epohi" (www.epohi.gr) et qui sera publié dans la semaine du 9 au 15 avril.

Après ce qui s'est produit à Chypre où va la zone Euro ?

Il est désormais clair que la crise de la zone Euro a marqué une étape importante après la crise chypriote. Cette dernière a fait sauter le tabou d'une ponction sur les comptes bancaires qui était en vigueur jusqu'à présent. L'idée que Chypre constituait un cas exceptionnel, ce qu'a répété le Président Français François Hollande lors de son interview du jeudi 28 mars à la télévision, est morte et bien morte. Klaas Knot, membre du Conseil de la BCE, a ainsi déclaré vendredi 29 mars [1] son accord de principe avec la déclaration très controversée de Jeroen Dijsselbloem le Président de l'Eurogroupe [2] affirmant que le plan de sauvetage pour Chypre constituait une nouvelle « doctrine ». Mais cette décision introduit un changement capital dans la gestion de la crise de la zone Euro. Elle porte en elle en réalité la fin de la zone Euro et ceci pour deux raisons. D'une part, si l'on peut comprendre que l'on mette à contributions les actionnaires d'une banque dans le cadre d'un plan de sauvetage, toucher aux déposants est largement contre-productif en raison des effets de panique (le « bank run ») que cela risque de provoquer. Cette mesure met à mal la relation de confiance qui existe entre la banque et son client. Or, cette relation est l'essence même de l'activité bancaire. Cette rupture de la confiance, dont nous avons eu un exemple avec Chypre, fera sentir ses effets dans des pays déjà exposés à la crise, au Portugal, en Espagne et en Italie. Ceci entraînera une aggravation rapide de la crise dans les prochains mois.

Cette crise se révèle ainsi non pas comme un épisode mineur lié à un nouveau problème dans un minuscule pays de la périphérie de la zone Euro (Chypre ne représente en effet que 0,2% du PIB total de la zone), mais bien comme un nouveau saut qualitatif dans cette crise. C'est d'ailleurs désormais l'opinion de Paul de Grauwe exprimée dans une interview à la RTBF [3]. On le comprend. Il avait défendu, dans la revue Europe's World l'idée d'une rapide mutualisation des dettes [4], et il est confronté à la fin de non-recevoir de la part de l'Allemagne.

Quel est le plan de l'Allemagne ? Se prépare-t-elle à quitter la zone Euro ou est-ce un autre pays qui partira le premier ?

Il faut alors revenir sur la position de ce dernier pays. Il tire un profit important de l'existence actuelle de la zone Euro, profit que l'on peut estimer à 3% de son PIB par an (aujourd'hui 75 milliards d'euros). L'Allemagne réalise ainsi plus de 60% de son excédent commercial avec les pays de la zone Euro. D'un autre côté, pour que la zone Euro survive, ceci impliquerait une possible évolution vers plus de fédéralisme en Europe. Mais, les tenants de l'hypothèse fédérale n'ont jamais calculé les montants qui seraient alors nécessaires, ni qui devrait payer. Il faudrait, en réalité, transférer de 325 à 350 milliards d'euros par an, et ce sur une période d'au moins dix ans. Pour l'Allemagne, cela signifie qu'elle devrait déboursier de 8% à 10% de son PIB chaque année dans le cas d'un réel fédéralisme budgétaire pour que la Zone Euro fonctionne [5].

L'Allemagne est donc devant le dilemme suivant : soit s'engager dans la voie d'une « Union de Transferts », ce qu'elle a toujours refusé et en conséquence devoir prélever sur sa richesse nationale des montants considérables, soit dire adieu à la zone Euro et subir de ce fait une perte, mais qui serait bien moins importante. Pour l'instant, l'Allemagne se refuse à choisir et cherche à imposer, avec un certain succès, des solutions où les pays connaissant de graves difficultés devront financer eux-mêmes les plans de sauvetage. Il est évident que ceci va conduire à une aggravation rapide de la crise dans ces pays et, en fin de compte, ne leur laissera pas d'autres alternatives qu'une sortie de l'Euro ou d'être définitivement ruinés. Et l'on peut craindre que devant la lâcheté tant des gouvernements que des oppositions, ces pays ne se rangent à l'option d'une sortie de l'Euro qu'une fois qu'ils auront été définitivement ruinés. Les blocages idéologiques qui perdurent et qui font que l'hypothèse d'une sortie de la zone Euro n'est envisagée qu'avec la plus extrême réticence ont désormais un effet très pervers.

On dit souvent que cette politique est celle de Madame Merkel. Ceci est en un sens exact. Elle a saisi l'occasion de la crise chypriote pour indiquer clairement qu'il n'était pas question que le contribuable allemand continue de payer [6]. Mais, compte tenu des problèmes que l'Allemagne devra affronter à long terme, et en particulier de sa démographie déclinante, on peut penser que n'importe quel autre dirigeant allemand aurait eu la même réaction sur le fond, même si, dans la forme, il est vrai qu'elle met beaucoup de mépris et d'arrogance. Tant que personne ne remet en question le dogme de l'Euro, l'Allemagne peut espérer continuer son jeu où elle encaisse les bénéfices mais refuse de contribuer substantiellement au fonctionnement de la zone Euro. Compte tenu du poids des excédents réalisés sur les pays de la zone Euro c'est une absurdité de penser que l'Allemagne veuille

« expulser » l'un d'entre eux de cette zone. Mais, en même temps elle ne peut faire l'effort qui permettrait à cette zone de fonctionner.

Il en résulte que l'on vit au jour le jour, mais dans une austérité qui ne cesse de se renforcer. Chaque mois passé représente alors un bénéfice net d'environ 12 milliards pour l'Allemagne. Ajoutons que l'Allemagne tire aussi profit l'état de crise dans lequel se trouvent les pays d'Europe du Sud. Pour faire face à son problème démographique, elle « importe » des jeunes diplômés (dont au passage elle n'a pas à supporter les coûts de formation), privant ainsi ces pays de leurs futures élites économiques et scientifiques et les enfonçant un peu plus dans la crise. On peut d'ailleurs se demander pourquoi l'Allemagne « importe » ces travailleurs et ne délocalise pas certaines de ses productions dans des pays comme l'Espagne ou la Grèce. La réponse est simple. Cette politique provoque une hausse mécanique du PIB de l'Allemagne, mais aussi celle des contributions sociales et budgétaires qui seront payés par ces « migrants » forcés, qui constituent l'équivalent d'un nouveau Service du Travail Obligatoire de sinistre mémoire de 1942 [7]. Au contraire, si l'Allemagne délocalisait certaines activités, elle serait obligée d'investir dans les pays concernés et les salaires des personnes employées ne donnerait pas lieu à impôts et cotisations sociales au profit de l'Allemagne mais du pays où ces gens travaillent.

Pourtant, les élites allemandes savent bien que ceci aura une fin. On le voit dans la contribution de Hans-Olaf Henkel, l'ancien Président de la Fédération des industries allemandes à la revue Europe's World, qui est à cet égard explicite [8]. Mais elles ne feront rien qui puisse provoquer cette fin d'une situation qui est si avantageuse pour elles. En un sens, le refus d'une « fin abominable » par l'Allemagne condamne les autres pays à vivre une abomination sans fin.

Irons-nous vers deux zones Euro ou l'Euro va-t-il se désintégrer ?

Dès lors, il est clair que la zone Euro est, dans sa forme actuelle, condamnée. Une scission de cette dernière, par exemple entre pays du « Sud » de l'Europe et pays du « Nord », peut être envisagée mais n'en est pas moins très peu probable. La discussion sur cette hypothèse de « deux » Euros a été particulièrement vive en France en 2010 et une partie de 2011. Mais, cette hypothèse implique un accord de l'Allemagne. Or cette dernière n'a pas plus intérêt à la scission qu'à la disparition de l'Euro. Si la zone Euro se désintégrait, on voit bien que se reconstituerait autour de l'Allemagne une « zone Mark », comprenant, outre cette dernière, les Pays-Bas, l'Autriche et la Finlande. Dans ces conditions, cette hypothèse de deux Euros se réduit en fait à cette zone

Mark et à une zone Euro résiduelle sur les pays du « Sud » de l'Europe.

Mais, l'hétérogénéité des autres pays ne serait pas moindre que celle que l'on constate aujourd'hui dans la zone Euro. L'Irlande et l'Espagne ont construit leur modèle de développement sur les services financiers et l'immobilier, alors que la France et l'Italie restent plutôt fidèles à des formes d'économies où l'industrie joue un rôle relativement important. La Grèce, mais aussi Chypre et Malte sont des cas à part. Pour la Grèce, il faut se souvenir que ce pays disposait, jusqu'au milieu des années 2000, d'un secteur exportateur dynamique, mais tourné hors de l'Europe, qui a été ruinée par l'Euro et la hausse des prix qui a découlé de la réévaluation de l'Euro par rapport au dollar à partir de 2003. La Grèce est d'ailleurs le pays le moins commercialement intégré dans la zone Euro.

En fait, si l'on doit rechercher une relative homogénéité des dynamiques économiques et sociales, celle-ci n'existe en fait que pour trois pays : la Belgique, la France et l'Italie. Il serait concevable que ces pays aient la même monnaie. Mais, sur un périmètre aussi réduit, des accords de fixation des taux de change seraient tout aussi efficaces. Par ailleurs, la situation est en train d'évoluer rapidement. Il n'est pas sûr que la situation de l'Italie, dans un proche avenir, n'en fasse pas à son tour un pays à la dynamique économique particulière. La politique d'austérité conduite par Mario Monti depuis le mois de novembre 2011 a durablement fragilisé le tissu industriel de l'Italie, qui souffre d'une contraction très importante du crédit bancaire. En retour, cette mauvaise santé des entreprises industrielles (en particulier les petites et moyennes entreprises dont le poids est important en Italie) se répercute sur les banques. La part des prêts qualifiés de non-performants atteint désormais environ 12% de l'actif des banques, soit un niveau comparable à celui de l'Espagne. Si la comparaison entre la France et l'Italie avait un sens quand le débat a eu lieu en France sur une hypothèse de « deux Euros », il n'est pas sûr qu'elle reste pertinente en 2013, comme les évolutions de l'automne 2012 le laissaient présager [9]. Il en résulte que l'hypothèse la plus probable est celle d'un éclatement de la zone Euro. C'est la solution qui aurait le mérite de la simplicité, ce qui est important en matière de décision politique où une solution réputée parfaite mais complexe à mettre en oeuvre est souvent supplantée par une solution « suffisante » mais bien plus simple à appliquer. J'ai essayé de modéliser ce que serait un éclatement de la zone Euro, et les premiers résultats des calculs conduits dans mon centre de recherches, le CEMI-EHESS, montrent que loin d'aboutir à la catastrophe que nous prédisent les augures européens, cette solution redonnerait aux pays de l'Europe du Sud leur dynamisme économique [10].

Quelle politique pourrait être suivie aujourd'hui qui montre à la fois un intérêt dans le progrès de l'unification européenne et sans tout sacrifier sur l'autel du sauvetage de l'Euro ?

Une politique recherchant l'unité européenne se heurte à cette réalité : il n'y a pas de peuple européen, en particulier au sens politique du terme « peuple ». Seuls les peuples des pays membres existent. C'est d'ailleurs une constatation qui a été faite par la cour constitutionnelle de Karlsruhe, l'instance chargée en Allemagne de dire le droit constitutionnel. Dans le même temps, il y a un réel appétit pour plus de coordination entre les pays membre de l'Union Européenne. Une partie du drame actuel vient justement de ce que l'on a confondu coopération et unification, et en particulier dans le domaine monétaire.

Désormais, la tentative de maintenir l'Euro va imposer aux pays du Sud de l'Europe des sacrifices toujours plus grands en matière de chômage mais aussi de niveau de vie et de mesures sociales. D'ores et déjà, ces sacrifices sont à l'origine d'un profond ressentiment contre l'UE et avant tout contre l'Allemagne désignée, non sans raison, comme l'origine de ces sacrifices. Aujourd'hui l'Euro est le principal obstacle à un approfondissement de la coopération entre pays européens. L'Euro est même devenu le principal danger pour l'Europe par l'ampleur et la violence des réactions qu'il induit [11].

Ceci pose la question : pourrait-on dissoudre la zone Euro sans passer par des troubles sociaux et politiques majeurs ? Et la réponse surprenante, qui nous vient de Chypre, est « oui ». C'est même le principal paradoxe de la crise chypriote. Pour pouvoir rouvrir les banques le jeudi 28 mars, il a fallu mettre en place un cadre réglementaire extrêmement strict. Ces mesures de contrôle des capitaux ont permis d'éviter un effondrement lors de la réouverture des banques chypriotes. Mais, ces mesures ont aussi abouti à créer deux euros, l'un chypriote dont la fongibilité est limitée, et l'autre pour le reste de la zone Euro. Les concepteurs de ce système ne se sont pas rendus compte qu'ils administraient ainsi la démonstration que rien ne serait plus facile que de quitter la zone Euro. Tous les discours sur les aspects catastrophiques d'une telle sortie s'effondrent devant les faits. En réalité, une fois que l'on a accepté de renouer avec le principe des contrôles de capitaux une sortie apparaît techniquement aisée à réaliser. Il faut ici souligner l'impressionnante évolution des institutions internationales sur ce sujet. À l'époque de la crise financière d'août 1998 en Russie, ces contrôles étaient bannis [12]. Les défendre était la plus sûre manière de ce faire traiter d'hérétique et excommunier par les grands prêtres de la science économique. Maintenant, ils sont admis même par le FMI [13].

Désormais, ces contrôles sont en place, et ils ont été introduits avec l'assentiment, et même à la demande, de la Banque Cen-

trale Européenne et de l'Eurogroupe, et ce, il faut le signaler, en totale contradiction avec le Traité de Lisbonne. Cette évolution était en réalité prévisible depuis plusieurs mois [14]. Mais, la crise chypriote a incontestablement joué à cet égard le rôle d'un accélérateur.

Il faut donc, aujourd'hui, regarder la réalité en face. Soit nous gardons l'Euro, mais alors nous perdons tout moyen de nous opposer aux meurtrières politiques d'austérité qui sont en train de ruiner le Sud de l'Europe. Il suffit alors de regarder l'histoire de l'Allemagne de 1930 à 1932 pour avoir un avant-goût de ce qui va se passer. À l'époque le Chancelier Brüning, pour sauver les banques allemandes, avait appliqué une politique d'austérité drastique. Cette dernière avait sauvé les banques mais, faisant passer le taux de chômage en Allemagne de 15% à plus de 30%, a ouvert la porte aux Nazis. Aujourd'hui, le risque principal est de dresser les peuples européens les uns contre les autres et de refaire de l'Allemagne le problème central de la politique européenne. Soit nous nous décidons à dissoudre la zone Euro, quitte à ce que certains pays sortent les premiers entraînant alors un processus de décomposition rapide de cette zone, et nous pouvons retrouver le chemin de la croissance et du progrès social. Or, la coordination entre nations ne trouve des arguments politiques efficaces que si elle est au service de la croissance et du progrès social.

Ajoutons alors qu'il sera important de faire fonctionner des formes de coordination entre les pays ayant retrouvé leur souveraineté monétaire. Celle-ci pourrait prendre la forme d'une coordination des taux de change, dans le cadre du contrôle des capitaux qu'il aura fallu adopter, entre la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce. D'autres pays pourraient progressivement venir s'adjoindre à cette coordination, qui pourrait déboucher, d'ici quelques années, sur une monnaie commune soit une monnaie venant s'ajouter et non se substituer aux monnaies existantes, et servant aux transactions commerciales et financières avec les autres pays. Les problèmes de compétitivité seraient résolus par une dévaluation, ou une réévaluation de la monnaie nationale par rapport à cette monnaie commune.

NOTES

- [1] (Reuters) – European Central Bank Governing Council member Klaas Knot said on Friday there was “little wrong” with Eurogroup chair Jeroen Dijsselbloem’s recipe for dealing with future, le 29 mars 2013 URL : <http://www.reuters.com/subjects/euro-zone>
- [2] Claire Gatinois et Jean-Pierre Stroobants, « Les débuts difficiles de Jeroen Dijsselbloem, rebaptisé “Dijsselbourde” », Le Monde, 27 mars 2013, URL : <http://www.lemonde.fr/journaliste/jean-pierre-stroobants>

- [3] RTBF, « Chypre : “La zone euro est devenue plus fragile, le risque a augmenté” », 31 mars 2013, URL : http://www.rtf.be/info/economie/detail_chypre-la-zone-euro-est-devenue-plus-fragile-le-risque-a-augmente?id=7959913
- [4] P. de Grauwe, « Pool debt now of face dangerous upheavals across Europe », in *Europe's World*, n°23, Printemps 2013, pp. 28-32.
- [5] Jacques Sapir, “Le coût du fédéralisme dans la zone Euro”, note publiée sur le carnet Russeurope le 10/11/2012, URL : <http://russeurope.hypotheses.org/453>
- [6] M Persson, « Euro crisis : After the Cyprus bank raid fiasco, Germany is being painted as the EU's chief villain », *The Telegraph*, 31 mars 2013, URL : <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/cyprus/9962825/Euro-crisis-After-the-Cyprus-bank-raid-fiasco-Germany-is-being-painted-as-the-EUs-chief-villain.html>
- [7] J. Evrard, *La Déportation des travailleurs français dans le III eReich*, Fayard, Les grandes études contemporaines, Paris, 1972. A. Milward, *New Order and the French Economy*, Oxford University Press, 1970, p.160-165
- [8] H-O Henkel, « Europe must drop the ‘one-size-fits-all’ euro to competitive » in *Europe's World*, n°23, Printemps 2013, pp. 44-50.
- [9] J. Sapir, “Zone Euro : sous les discours lénifiants la crise continue de se développer”, billet publié sur le carnet Russeurope le 18/10/2012, URL : <http://russeurope.hypotheses.org/332>
- [10] J. Sapir, “L’impact d’une sortie de l’Euro sur l’économie française”, note publiée sur le carnet Russeurope le 05/03/2013, URL : <http://russeurope.hypotheses.org/987>
- [11] J. Sapir, *Faut-il sortir de l’Euro ?*, Paris, Le Seuil, 2012.
- [12] B.J. Cohen, “Contrôle des capitaux : pourquoi les gouvernements hésitent-ils ?”, in *Revue Économique*, vol. 52, n°2/mars 2001, pp. 207-232, p. 228.
- [13] J. Ostry et al., « Capital Inflows : The Role of Controls », *International Monetary Fund Staff Position Note*, Washington (D. C.), FMI, 2010
- [14] J. Sapir, “Les contrôles de capitaux : une idée qui fait son chemin”, billet publié sur le carnet Russeurope le 29/01/2013, URL : <http://russeurope.hypotheses.org/792>